

L'Union européenne est-elle réformable ?

Emmanuel Macron a proposé plusieurs pistes pour relancer l'UE, mardi, lors d'un discours résolument pro-européen. Est-il possible déjà de réanimer l'Europe ou est-elle déjà condamnée ?

« Le niveau actuel d'ambitions est trop faible »

Pierre Defraigne

Pierre Defraigne est économiste et directeur exécutif de la Fondation Madariaga-Collège d'Europe. Il a été plus tôt membre du cabinet de Pascal Lamy alors commissaire européen chargé du Commerce.

L'« Europe économique » ne peut que sauver les meubles. Il en faut plus selon Pierre Defraigne.

Emmanuel Macron assume l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses. Est-ce la solution ?

L'Europe en est pour l'instant réduite à des ambitions qui ont le caractère d'expédients. Ce qui est en cause, c'est la survie de l'euro, de Schengen, la réaction au Brexit, le maintien d'une certaine adhésion démocratique dans les pays candidats. Ce sont des choses à la marge mais qui sont importantes car si l'on échoue à les faire, c'est l'existence de l'Europe qui serait mise en péril. Toutefois, le niveau actuel d'ambitions est faible.

Or, l'Europe devrait être plus ambitieuse que jamais. Et en cela, Emmanuel Macron a raison, sa rhétorique est juste. Mais disant cela, il n'échappe pas à un paradoxe : il oublie de promouvoir des réformes qui impliqueraient le recours aux citoyens, il l'exclut comme tout le monde. Aujourd'hui, l'Europe prétend se réformer, se refonder même, sans recourir au citoyen. Cette mise à l'écart s'impose parce que le citoyen n'a plus confiance en l'Europe mais l'Europe n'a plus confiance non plus dans le citoyen.

Que faire ? Pour ma part, je crois que l'Europe économique ne progressera plus. Elle ne pourra plus que sauver les meubles. Mais en les sauvant, elle va s'enfoncer politiquement car elle ne s'attaque pas au problème fondamental que

constitue le modèle européen, trop inégalitaire, en termes de distribution des richesses et des revenus, par rapport à l'intégration recherchée. Tant qu'elle ne s'attaquera pas à cela, l'Europe sera vouée à de petites réformes qui aggraveront le ressentiment des citoyens.

Pour ce qui est de l'approche à plusieurs vitesses, si elle se situe dans une démarche pragmatique qui revient à dire : « Allons-y, libérons les énergies », il faut le faire sérieusement, cela doit être un noyau intégré d'Etats et ce noyau doit bien entendu rester ouvert.

L'Europe politique pour moi ne peut toutefois se penser que dans l'unité, elle n'est plus elle-même si, au niveau politique, elle n'est pas intégrée.

Dans la feuille de route du président français, voyez-vous des chantiers susceptibles de rapprocher l'Europe et les citoyens ?

Il est clair que le budget de l'eurozone peut être très porteur. Il implique qu'on complète la discipline par la solidarité d'un budget communautaire. C'est un élément très positif. La proposition d'un ministre des Finances de l'eurozone, c'est davantage technique. Quant à un Parlement pour cette même zone euro, je dirais qu'avant, il faudrait déjà avoir un Parlement. Je veux dire par là que héroïser le Parlement actuel complètement décroché de l'opinion est une erreur. C'est d'ailleurs effrayant de constater que le Parlement et la Commission, les deux institutions censées être au contact des citoyens, n'y arrivent pas. Il y a

derrière cela un problème, je crois, de structuration des forces politiques en Europe. La social-démocratie est balayée, non pas qu'elle ne soit pas nécessaire, elle est plus nécessaire que jamais mais elle est plus incapable que jamais de répondre à cette nécessité. Elle s'est cantonnée dans le national et dans les combats défensifs et a été incapable de fournir une alternative au néolibéralisme qui domine non seulement à Bruxelles mais dans les différentes capitales.

Quelles chances ont les propositions d'Emmanuel Macron de plaire en Allemagne et au-delà ?

J'espère qu'elles pourront plaire. Car Emmanuel Macron a donné des preuves de sa crédibilité en faisant des réformes, que l'on peut aimer ou pas. Et puis, franchement, son analyse est juste quand il établit pour l'Europe la nécessité de se renforcer et que c'est la seule réponse possible.

Sans quoi, personnellement, j'en suis convaincu, la démocratie va disparaître du continent. Hors d'un cadre européen, la démocratie mourra en Europe parce que les rapports de force avec le reste du monde, avec le capitalisme global seront trop défavorables. Le président français a en ce sens une intuition juste. Mais, pour revenir à mon point de départ, il veut rester dans le cadre des traités. Les chefs d'Etat et de gouvernement voient cela comme une nécessité mais si l'on reste là, on risque de tuer l'Europe. ■

Propos recueillis par
MATHIEU COLINET

« L'Union européenne est déjà en train de mourir »

David Cayla

Maître de conférences à l'Université d'Angers. Spécialiste de l'économie européenne, il a coécrit le livre « La fin de l'Union européenne » (Michalon, 2017). Il est membre du collectif Les Economistes atterrés.

Les grandes divergences économiques entre pays créées par le marché unique ont mené l'Europe dans une impasse, explique David Cayla.

Malgré la crise grecque, celle des migrants et le Brexit, l'UE est toujours là. Le plus dur ne serait-il pas derrière nous ?

L'Union européenne est déjà en train de mourir. Pourquoi ? Parce qu'à la base, elle est censée être un espace de coopération et de prospérité économique. Mais concrètement, à cause notamment de la création du marché unique, on assiste à des phénomènes de divergences des économies illustrés par la crise de la zone euro, avec des pays périphériques qui ont connu des crises très importantes (Grèce, Espagne, Portugal...) et des pays du cœur qui s'en sortent plutôt bien (Allemagne, Benelux...). Cela entraîne des phénomènes de divergences politiques : les pays européens n'ont plus les mêmes intérêts et n'arrivent plus à travailler ensemble au bénéfice de tous. La crise n'est donc pas derrière nous, elle est toujours là. Et ça se voit : on n'arrive plus à se mettre d'accord pour la moindre réforme ambitieuse.

Emmanuel Macron a prononcé un discours fermement pro-européen. Il a appelé Angela Merkel à de « l'audace ». La France et l'Allemagne peuvent-elles tirer l'UE de l'ornière ?
La France et l'Allemagne n'ont pas de projet commun, parce qu'elles n'ont pas d'intérêts communs. Le dernier traité

européen signé, le Pacte budgétaire (TSCG), et toutes les réformes récentes sont clairement à l'avantage de l'Allemagne. Emmanuel Macron, fraîchement élu, veut renverser la table. Mais pas certain que cela suscite beaucoup d'enthousiasme en face. Et pas qu'en Allemagne d'ailleurs, car elle est la tête de pont d'autres pays (Benelux, Autriche, Finlande, voire Slovaquie et Croatie) qui gagnent à la manière dont l'UE fonctionne actuellement. Un exemple : l'Allemagne est le premier pays destinataire des travailleurs détachés. Avec un faible taux de chômage, elle a besoin de main-d'œuvre. Et comme ces travailleurs coûtent moins cher, c'est bon pour la compétitivité de l'économie allemande. Les industriels sont très contents avec les travailleurs détachés. Il n'y a donc pas que les pays de l'Est qui n'ont pas intérêt à réformer cette directive.

Macron prêche dans le désert ?
Il en appelle à Merkel parce que je pense qu'il veut essayer de peser sur les négociations gouvernementales allemandes. Le danger pour la France, c'est que le futur gouvernement allemand fige l'Union européenne dans l'état dans lequel elle est. Macron a été élu sur les réformes européennes. Une coalition entre la CDU de Merkel et les libéraux compliquerait sa tâche. Il espère peut-être que Merkel prenne la dimension européenne en compte dans les négociations. Parce que l'Allemagne n'a pas non plus intérêt

à ce que l'UE se disloque. Donc on peut s'attendre à des compromis à minima. Mais ça ne résoudra pas le problème de fond, structurel, de l'UE : cette divergence très forte entre les économies.

Que faudrait-il faire pour relancer l'Europe ?

Mettre en place une Union de transfert : que des budgets soient investis dans les pays qui sont les perdants du marché unique. Mais l'Allemagne n'en veut absolument pas. Et les élections ont montré que les Allemands n'étaient pas du tout prêts à faire preuve de solidarité financière avec les autres pays européens. Ça tient à deux raisons : ils ont payé très cher le prix de la réunification de leur pays, ça reste un traumatisme ; et la population allemande ne se sent pas vraiment solidaire de ce qui s'est passé en Grèce.

La Grèce, un dossier qui n'est pas clos...

Le grand débat, c'est la renégociation de la dette. On n'a pas avancé. Et vu la configuration politique allemande, il va être très compliqué de trouver un accord. On risque donc de se retrouver avec un éclatement de la zone euro, parce que la Grèce finit par trouver que le prix à payer pour rester est beaucoup trop élevé par rapport au coût d'en sortir. Avec un potentiel effet boule de neige sur d'autres pays comme l'Italie, l'Espagne ou le Portugal. ■

Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA